

**Der Grosse Rat Le Grand Conseil
des Kantons Bern du canton de Berne**

Mittwoch (Abend), 10. März 2021 / Mercredi soir, 10 mars 2021

Bildungs- und Kulturdirektion / Direction de l'instruction publique et de la culture

33 2019.ERZ.73025 Gesetz

Gesetz über den Beitritt zum Konkordat über die gemeinsame Pädagogische Hochschule der Kantone Bern, Jura und Neuenburg (G Konkordat HEP-BEJUNE)

33 2019.ERZ.73025 Loi

Loi portant adhésion au Concordat intercantonal instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (L Concordat HEP-BEJUNE)

1. Lesung / 1^{re} lecture

Grundsatzdebatte / Débat de principe

Präsident. (*Der Präsident läutet die Glocke. / Le président agite sa cloche.*) Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wertere Anwesende auf der Tribüne und im Saal, ich begrüsse Sie ganz herzlich zur Abendsession der ersten Sessionswoche. Speziell begrüsse ich unsere Bildungs- und Kulturdirektorin, Frau Regierungsrätin Christine Häsler. Wir sind bei Traktandum 33 stehen geblieben: das Gesetz über den Beitritt zum Konkordat über die gemeinsame Pädagogische Hochschule der Kantone Bern, Jura und Neuenburg, das Konkordat HEP-BEJUNE, ein Geschäft der BiK. Wir sind in der freien Debatte. Der Kommissionssprecher ist Grossrat Peter Gasser. Monsieur Gasser, vous avez la parole.

Peter Gasser, Bévillard (PSA), rapporteur de la CFor. C'est à moi qu'incombe la difficile mission que de vous rappeler à l'ordre et de vous inviter à prendre vos places et à écouter attentivement les explications à propos de ce nouveau concordat.

Or, donc, la CFor vous recommande à l'unanimité d'approuver la loi portant adhésion au concordat intercantonal instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel, dit loi Concordat HEP-BEJUNE (L Concordat HEP-BEJUNE). Nous vous enjoignons également à renoncer à une seconde lecture.

Je ne doute pas un seul instant que mon seul charisme devrait déjà vous convaincre d'accepter ce projet de loi ! Je vais malgré tout me permettre de vous indiquer les principales raisons qui ont amené la CFor à ne pas douter du bienfondé de ce texte. En premier lieu, il faut relever que depuis le concordat fondateur de la HEP-BEJUNE, qui date de l'an 2000, aucune mise à jour n'avait été faite. Or, le renouvellement du cadre légal en 2015 avec l'entrée en vigueur de la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE) au niveau fédéral oblige la HEP-BEJUNE à obtenir une accréditation institutionnelle en lieu et place de faire reconnaître ses formations. Cette dernière remplacera les validations des cursus de formation. Seul une refonte complète du concordat fondateur permet de répondre aux nouvelles exigences. Ce nouveau concordat a fait l'objet d'intenses travaux dans le cadre de la commission interparlementaire HEP-BEJUNE en 2019 déjà. Fait notoire, les divers amendements déposés par les représentants bernois ont tous été concrétisés dans la version finale, à l'instar de ceux de nos partenaires jurassiens et neuchâtelois. Grâce à ces ajouts, le nouveau concordat a recueilli l'unanimité de cette commission interparlementaire.

L'innovation la plus visible de ce nouveau texte réside dans la création d'un Conseil de la HEP-BEJUNE comme organe de pilotage. Son rôle sera de proposer les axes stratégiques pour l'accomplissement de ses missions fondamentales que sont la formation, la recherche et les prestations de service. Il permettra ainsi au Comité stratégique, soit la réunion des trois conseillers et conseillères d'Etat, d'exercer sa responsabilité sommitale de conduite stratégique et de gouvernance financière de l'institution. Les autres compétences qu'il exerce aujourd'hui sont ainsi transférées essentiellement au Conseil et, pour partie, directement au rectorat. Il s'agit donc d'un allègement bienvenu pour le Comité stratégique qui, jusqu'à présent, devait décider quasiment de tout. Par

ailleurs, les diverses instances consultatives ont été supprimées au profit de deux nouvelles qui acquièrent le statut d'organes consultatifs, soit la commission BEJUNE de la formation des enseignantes et enseignants, ainsi que la commission du personnel.

La seconde innovation de ce nouveau texte est le pilotage de l'institution sur la base d'une stratégie et d'un contrat de prestations quadriennaux, à l'instar de la gouvernance actuelle de la HE-Arc ou des trois hautes écoles bernoises, comme la PH Bern. La vision stratégique ainsi que le plan d'intention qui indique les moyens financiers sont proposés par le rectorat. Le Conseil, ensuite, se prononce sur son contenu et le Comité stratégique l'approuve.

Les trois cantons et la HEP concluent ensuite un contrat de prestations pour quatre ans. Ensuite, au niveau financier, la répartition des contributions cantonales avec 50 pour cent pour Neuchâtel et 25 pour cent pour les deux autres cantons est simplifiée. Si une différence importante dans la provenance des étudiants devait survenir, seule une décision consensuelle du Comité stratégique pourrait revoir cette clé de répartition.

Permettez-moi encore une ultime remarque à propos de l'importance des commissions interparlementaires dans l'élaboration de concordats intercantonaux : quand bien même ce sont les parlements cantonaux qui statuent *in fine* sur ces accords, il est essentiel que ces derniers avalisent sans changements, donc, comme vous aujourd'hui, les textes proposés, car en cas de désaccord d'un seul des partenaires, il faut reprendre le processus quasiment depuis le début. Ce sont donc les commissions interparlementaires qui font le travail de fond, comme le ferait la commission idoine lors d'une modification d'une loi bernoise. Il est par conséquent très important que les sièges bernois dans ces diverses commissions soient très bien occupés.

En conclusion, je vous rappelle le mot d'ordre de notre commission et qui est également le mien : oui à cette loi d'adhésion au concordat HEP-BEJUNE et oui à une seule lecture. Je vous remercie pour votre attention.

Präsident: Wie immer nach der Pause ist man manchmal noch nicht ganz so konzentriert, so auch ich nicht. Ich habe nämlich zu fragen vergessen, ob das Eintreten auf dieses Gesetz bestritten sei. – Zuhanden des Protokolls stelle ich fest: Das ist es nicht.

Wir kommen zu den Fraktionen. Je donne la parole pour le groupe UDC à Mme Anne-Caroline Graber.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). L'objectif de la révision du concordat réside dans une adaptation de la structure organisationnelle de la HEP-BEJUNE aux impératifs actuels en matière de gouvernance des hautes écoles. Cette révision doit aussi permettre à la HEP-BEJUNE d'obtenir les futures accréditations nécessaires au déploiement de ses activités fondamentales. De ce point de vue, la L Concordat HEP-BEJUNE relève de la nécessité.

En observera toutefois que l'instauration d'un nouveau Conseil comme organe de direction de la HEP-BEJUNE conduira à un relatif affaiblissement du pouvoir politique dans sa possibilité d'infléchir l'orientation stratégique de cette institution du degré tertiaire en matière d'enseignement, de recherche et de prestations de services. Depuis quelques années déjà, on observe qu'en matière de formation, et quels que soient les degrés concernés – primaire, secondaire et tertiaire –, le pouvoir politique abandonne des prérogatives, qui étaient les siennes, au profit d'experts dont les écrits et les propos sont parfois à tort considérés comme ayant le statut de vérités scientifiques irréfutables. Il est, hélas, impossible de contrecarrer cette évolution, aussi irréversible que parfois discutable.

S'agissant de la clé de financement de la HEP-BEJUNE, elle ne change pas fondamentalement, et l'UDC insiste sur le fait qu'il est important que le canton de Berne prenne toujours, à l'avenir, à sa charge la juste part des frais de fonctionnement et d'investissement de la HEP-BEJUNE. Ces précisions étant faites, le groupe UDC votera pour la loi qui est soumise à notre vote.

Präsident. Die Sprecherin der Fraktion SP-JUSO-PSA ist Grossrätin Christine Blum.

Christine Blum, Melchnau (SP): Das vorliegende Gesetz zum Konkordat HEP-BEJUNE verankert die enge Zusammenarbeit der drei Kantone Bern, Jura und Neuenburg bei den Pädagogischen Hochschulen. Mit diesem neuen Konkordat können Anpassungen in der Organisation umgesetzt werden, die den aktuellen Bundesbestimmungen entsprechen und die die Möglichkeit zur Weiterentwicklung der HEP in den Vordergrund stellen. Mit der Schaffung des HEP-Rats wird der Bezug dieser Pädagogischen Hochschulen zum Berufsfeld der Schulen und zu ihrem regionalen Einzugsgebiet gestärkt. Die Umstrukturierung der Leitungsorgane ist kostenneutral, und auch am Ablauf

bezüglich des Budgets gibt es keine Veränderung. Die Grundlage der Steuerung der HEP ist jetzt neu die Vierjahresstrategie und auch der Vierjahresleistungsvertrag. Das sind die gleichen Vorgaben wie sie die Fachhochschule HE-Arc schon hat und auch die Fachhochschulen, die wir sonst im Kanton Bern haben. Das Beitrittsgesetz zum neuen Konkordat und das neue Konkordat sind abgewogen, sie sind eine gute Grundlage für die weitere Zusammenarbeit interkantonale. Für die HEP bieten die Grundlagen gute Möglichkeiten, sich weiterzuentwickeln, unter ähnlichen Bedingungen wie die anderen Hochschulen im Kanton Bern. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diesem Gesetz zustimmen, und wir danken den zuständigen Organen für die sorgfältige Vorarbeit.

Präsident. Es gibt keine weiteren Fraktionsvoten. Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher ... – hat sich auch niemand auf den Weg gemacht. Ich gebe das Wort gern an Frau Regierungsrätin Christine Häsler.

Christine Häsler, Bildungs- und Kulturdirektorin. Ich schliesse mich dem Dank gerade an, den Frau Grossrätin Blum mitgeteilt hat. Ich danke auch allen, die dazu beigetragen haben ... allen vorbereitenden Gremien, dass wir heute hier über dieses Gesetz diskutieren können beziehungsweise darüber beraten können und abstimmen, und ich danke auch den drei Sprechern, Sprecherinnen für ihr Einstehen für diese Arbeit und dieses Gesetz.

Das interkantonale Konkordat zur Schaffung der Pädagogischen Hochschule der drei Kantone Jura, Neuenburg und Bern stammt aus dem Jahr 2000, und seither haben sich doch die schweizerische Hochschullandschaft und die gesetzlichen Rahmenbedingungen auf Bundesebene stark verändert, in diesen immerhin doch zwanzig Jahren, die seit da vergangen sind. Darum ist eine Aktualisierung des Konkordats sinnvoll und notwendig geworden. Es sind zwei bedeutende Anpassungen, die dieses neue Konkordat enthält und die sich dann noch entsprechend auswirken. Das eine ist: Die HEP-BEJUNE bekommt ein neues Steuerungsorgan, den HEP-Rat. Dieses Organ bringt in die Steuerung der HEP eine externe Perspektive ein, etwas, das ganz sicher wichtig und gut ist diese Hochschule, einerseits natürlich im Berufsfeld der Schulen, aber andererseits auch regional, eben eine externe Perspektive zu bekommen. Zweitens, weil die Steuerung der HEP neu auf der Grundlage einer Vierjahresstrategie und einem Vierjahresleistungsvertrag basieren. Parallel dazu hat aber jeder Trägerkanton, so auch der Kanton Bern, weiterhin die Möglichkeit, einen separaten Leistungsvertrag für die Weiterbildung seiner Lehrpersonen mit der HEP abzuschliessen. Aber diese Vierjahresstrategie und dieser Vierjahresleistungsvertrag ist sicher etwas Sinnvolles. Mit ihrer Schaffung hat man sich da auch angepasst den Steuerungsinstrumenten, die sonst an den meisten Hochschulen und eben auch den Hochschulen des Kantons Bern üblich sind, ebenfalls mit der Schaffung des HEP-Rats, der sich in der Steuerung dieser Schule engagieren wird.

Im revidierten Konkordat wurden auch finanzielle Mechanismen präzisiert; es wurde soeben von Grossrat Gasser gesagt. Diese Regelung hält fest, dass die Anteile der drei Trägerkantone an der Finanzierung der HEP-BEJUNE hauptsächlich aufgrund der Herkunft der Studierenden ermittelt wird. Das wurde im Kern bis jetzt eigentlich bereits so gemacht, und jetzt wird diese Praxis auch noch festgeschrieben. Die Statistiken der letzten Jahre zeigen auf, dass der Schlüssel einen Anteil von circa 25 Prozent für den Kanton bedeutet, was auch dem bisherigen Anteil entspricht. Der Übergang zum heutigen, zum neueren Konkordat, zu dem, über das Sie jetzt abstimmen werden, soll damit auch kostenneutral erfolgen können. Wie bisher wird auch unter dem neuen Konkordat das Budget der HEP-BEJUNE durch den strategischen Ausschuss der drei Kantonsregierungen jeweils unter Vorbehalt der Budgetbeschlüsse der drei Kantonsreglemente verabschiedet. An diesem Meccano wird also nichts verändert; es wird auch weiterhin ganz direkt am Kantonsbudget angeknüpft sein.

Das Beitrittsgesetz zum neuen Konkordat sowie das neue Konkordat selber sind in der Vernehmlassung auf eine breite Zustimmung gestossen, und darum beantragt Ihnen jetzt auch der Regierungsrat, dem Beitrittsgesetz und damit auch dem Beitritt des Kantons Bern zum erneuerten Konkordat über die französischsprachige Pädagogische Hochschule, die HEP-BEJUNE, zuzustimmen. Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit und wünsche Ihnen nachher viel Energie für den weiteren Abend – Sie haben ja schon viel gearbeitet heute.

Präsident. Besten Dank, Frau Häsler. Kommen wir zur Detailberatung. Sie haben es gehört: Der Kommissionssprecher beantragt eine erste Lesung. Sie können auch noch bis am Schluss darauf zurückkommen, wenn wir das wünschen.

Detailberatung / Délibération par article

I.

Art. 1–8

Angenommen / Adopté-e-s

II. (Keine Änderung anderer Erlasse) / (Aucune modification d'autres actes)

III.

Aufhebung des Erlasses 439.28, Gesetz über den Beitritt des Kantons Bern zum interkantonalen Konkordat zur Schaffung einer gemeinsamen Pädagogischen Hochschule der Kantone Bern, Jura und Neuenburg (Haute Ecole Pédagogique, HEP-BEJUNE) vom 23.11.2000, Stand 01.09.2005 /

Abrogation de l'acte législatif de l'acte législatif 439.28, intitulé Loi concernant l'adhésion du canton de Berne au concordat intercantonal créant une Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (HEP-BEJUNE) du 23.11.2000, état au 01.09.2005

Angenommen / Adopté-e-s

IV. Inkrafttreten / Entrée en vigueur

Angenommen / Adopté-e-s

Titel und Ingress / Titre et préambule

Angenommen / Adopté-e-s

Präsident. Dann kommen wir zur Schlussabstimmung: Wer das Gesetz über den Beitritt zum Konkordat HEP-BEJUNE annehmen will, stimmt Ja, und wer dieses Gesetz nicht annehmen will, stimmt Nein.

Schlussabstimmung 1. und einzige Lesung (2019.ERZ.73025)

Vote final 1^{re} et unique lecture (2019.ERZ.73025)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 149

Nein / Non 0

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie genehmigen dieses Gesetz über den Beitritt zum Konkordat einstimmig, mit 149 Ja-Stimmen. Damit verabschiede ich Frau Häsler, wünsche einen schönen Abend und bis bald bei den Geschäften zweiter Priorität der BKD!

Bevor wir weiterfahren, noch eine Information für die Mitglieder der FiKo: Die FiKo trifft sich im Plenum morgen um 10 Uhr zu einer Stehung in der Wandelhalle. 10 Uhr, FiKo.